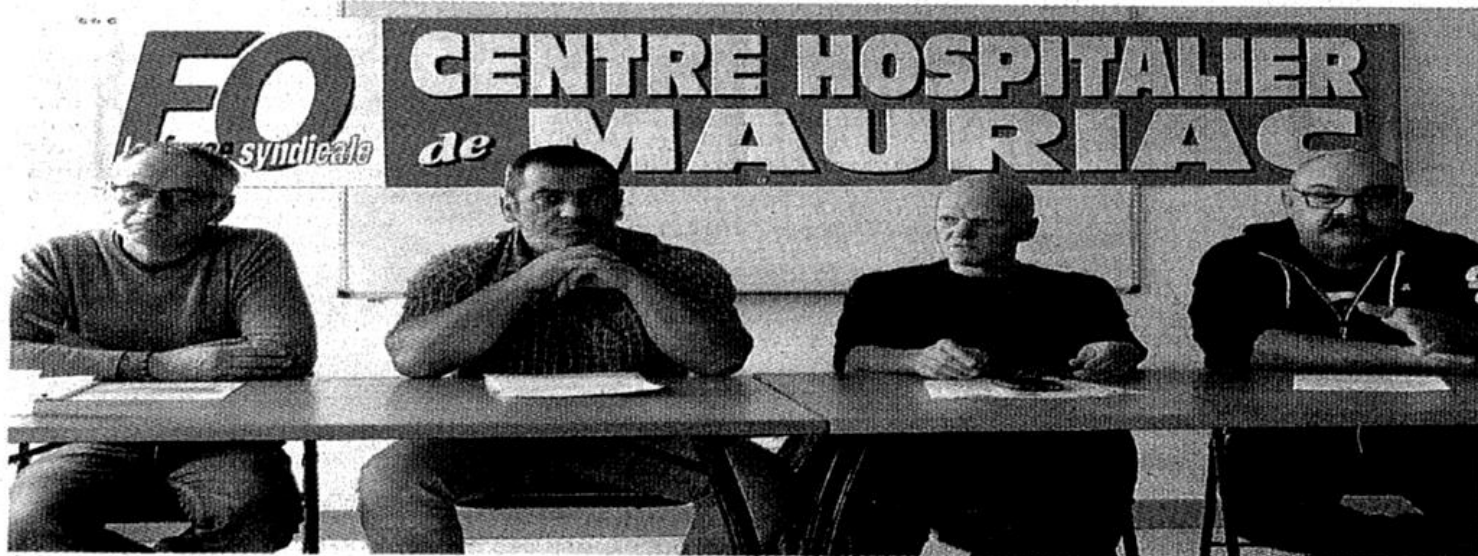


CH MAURIAC

Qui veut la peau des petits hôpitaux de proximité ?

Mercredi, le syndicat Force ouvrière a tiré la sonnette d'alarme : les travaux n'avancent pas et le projet de groupement hospitalier de territoire "aura des conséquences catastrophiques".



Le syndicat Force ouvrière s'inquiète de l'avenir du centre hospitalier de Mauriac et annonce une grande mobilisation si les travaux ne démarrent pas début 2017.

"Nous ne sommes pas là pour crier au loup, mais on est en droit de se poser des questions ! Rappelez-vous les blocs, la stérilisation, la maternité... Jusqu'au dernier moment, des investissements ont été réalisés et puis un jour... plus de services !" Les représentants du syndicat FO du centre hospitalier (CH) de Mauriac n'ont rien oublié des désillusions passées. Aujourd'hui, un an tout juste après avoir manifesté massivement et obtenu des engagements et financements quant au devenir du CH de Mauriac, ils ont malheureusement de multiples raisons d'être inquiets.

Les travaux auront-ils lieu ?

Mercredi 19 octobre, ils ont alerté les médias pour "secouer les esprits". Premier sujet de préoccupation : l'avancement - ou plutôt le non-avancement - des travaux de restructuration de l'hôpital Mauriac, et notamment du court séjour. "Seule l'étanchéité du toit a été réalisée au printemps, a déclaré Marc Veysset, secrétaire du syndicat FO du CH de Mauriac. Depuis le

mois de juillet, le chantier s'est interrompu alors que le gros œuvre, et notamment le transfert des urgences au rez-de-chaussée, devait démarrer au mois de septembre. La direction nous assure que les travaux auront bien lieu, mais nous posons devant vous cette question : dans quels délais et avec quelle assurance que tous les services seront maintenus ?" Le personnel qui "souffre de mauvaises conditions de travail", la population mauriacoise "qui voit que rien ne bouge", tout le monde s'interroge.

"Sans noircir le tableau, il faut qu'on dise la vérité, a poursuivi Gérard Vabret, secrétaire adjoint. On nous assure que les travaux vont reprendre au 1^{er} janvier 2017, si ce n'est pas le cas, ça va mal aller." L'inquiétude des syndicalistes est d'autant plus vive que ce retard dans les travaux se conjugue à la mise en place en janvier 2017 du GHT (groupement hospitalier de territoire), d'une nouvelle organisation qui remplace l'actuelle communauté hospitalière de territoire. "Ce GHT nous est imposé

ARS

■ Force ouvrière a réagi à la nomination du docteur Jean-Yves Grall à la tête de l'ARS Auvergne-Rhône-Alpes. "Nous l'invitons à venir se rendre compte par lui-même de la réalité de tous les jours dans les petits hôpitaux et services d'urgence mis à mal dans son fameux rapport, a déclaré le syndicat. Il pourra alors voir l'importance du centre hospitalier de Mauriac pour notre territoire, de tous ses services, de ses personnels, et la compétence et le professionnalisme de tous les soignants dans les soins apportés à la population."

par le gouvernement, ont fustigé les syndicalistes. Ses conséquences seront catastrophiques pour les petits centres hospitaliers de proximité : réduction de l'offre de soins, mobilité et mutualisation forcées des personnels, fusion des services administratifs et logistiques des différents établissements, remise en cause des acquis... c'est la fin d'un service de soins digne de ce nom."

La mobilisation est là

Associé au plan triennal, ce GHT devrait conduire selon FO à la disparition de près de 16 000 lits d'hospitalisation et de 22 000 emplois d'agents hospitaliers pour réaliser une économie de près de 4 milliards d'euros "sur le dos des populations et des personnels". Enfin, autre menace : la proposition de la délégation territoriale ARS⁽¹⁾ du Cantal de remplacer les petits services d'urgence par des centres de soins programmés. "Stop, pas d'entourloups, nous exigeons la reprise des travaux, le retrait du GHT et le maintien de tous les services, ont averti les syndicalistes. Nous ne lâcherons plus rien, bien au contraire, la mobilisation est là, le feu couve !"

C. JAHNICH/APAP

(1) ARS : Agence régionale de santé.

J.-V. BOUDOU

"L'hôpital public doit redevenir un service public"

"Nous ne sommes pas là pour dire que les travaux n'auront pas lieu, mais on n'est pas des imbéciles, a martelé Jean-Vincent Boudou, secrétaire général de l'Union départementale FO du Cantal. On sait que si les travaux ne démarrent pas alors qu'on a les budgets, c'est qu'il y a des questions à se poser !" Pour le responsable syndical, "on ne peut dissocier le GHT des travaux". "Si le GHT s'opère tel que prévu par le gouvernement, les travaux à l'hôpital de Mauriac n'ont plus aucune nécessité", redoute-t-il. FO rappelle que le

centre hospitalier de Mauriac joue un rôle essentiel dans la prise en charge de la population du bassin de vie mauriacois, au regard du contexte actuel de désertification médicale. "Le service public a un coût, mais c'est un choix de société, a insisté Jean-Vincent Boudou. Au-delà de tous les arguments financiers qui mettent en péril ces structures de proximité, l'hôpital public doit redevenir un service garant de l'égalité des soins pour tous partout en France. Nos élus doivent se positionner, et vite !"